

Cop 21

La nuit la plus longue des négociations sur le climat

I. M'B.
Paris / France

C'EST hier, vers 16 heures, que l'avant-projet de l'Accord sur le climat de Paris est tombé. Il a été remis aux délégations des 196 pays qui ont eu, jusqu'à 20 heures, pour examiner les 26 articles (14 pages) qui la compo-

sent. Les délégations devront aussi examiner les 15 pages du projet de décision. Lequel aborde, thème par thème, les différents aspects de la COP. Malheureusement, comme pour compliquer la tâche aux francophones, le texte est intégralement en anglais. Pas de traduction dans d'autres langues.



Photo : I.M.B.

Le Chef de la délégation gabonaise Emmanuel Isozet Ngondet a multiplié les communications afin de concilier les positions les plus divergentes.

Les 196 pays ont travaillé jusqu'à une heure tardive... La nuit la plus longue des négociations sur le climat de Paris. Selon des indiscretions, le document "toiletté" devrait être sur la table des chefs d'Etat ce jeudi, pour un dernier examen, avant une probable signature demain vendredi.

La société civile gabonaise active sur le front du climat

I. M'B.
Paris / France

Quelques membres actifs s'emploient, depuis l'ouverture de la COP 21, à construire des réseaux et faire passer leurs idées.

LA société civile gabonaise a aussi mobilisé son élite pour être à la COP 21 du Bourget. On dénombre, dans la liste, Nicaise Moulombi, président de l'ONG Croissance Saine Environnement, Joël Célestin Mamboundou, président du conseil d'administration du Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte (ROSCEVAC), Anaclét Bissielou, sociologue et président du comité d'éthique de l'Observatoire du développement durable et des industries du Gabon (ODDIG), Jean René Nzamba Mombo, ingénieur agronome et spécialiste des questions agricoles et de sécurité alimentaire, secrétaire général du Haut conseil

des acteurs non étatiques du Gabon, et Pepecy Ogoulinguende, présidente de Malachie et point focal Roscevac-Gabon.

La moisson de sa participation à la COP 21 semble prospérer. Elle vient de déposer un dossier pour l'obtention d'un appui conséquent dans le cadre du fonds Cafi (Initiative pour les forêts d'Afrique centrale) proposé par la Norvège.

Mais l'action de la société civile va au-delà du Gabon. « La société civile travaille au-delà du Gabon. Nous travaillons pour le bénéfice de la société civile d'Afrique centrale », a indiqué Joël Célestin Mamboundou.

Dans cet esprit, la société civile gabonaise a appuyé et facilité son homologue des deux Congo (RD Congo, Congo-Brazza) à soumissionner rapidement dans les projets gouvernementaux.

Résultat attendus : des financements directs à



Photo : I. M'B.

Les membres de la Société civile prennent une part active à la Cop 21.

disposition de la société civile. Pour la présidente de l'ONG Malachie, il est question de « trouver des innovations, nouer des contacts pour voir comment mieux intégrer l'approche genre dans la lutte contre le réchauffement de la planète. »

Pour Nicaise Moulombi, la moisson est bonne. « Notre participation a fait que l'organisme "Météo internationale se penche sur les stations de collectes de données météorologiques départementales. Nous

ne pouvons continuer à parler de changements climatiques sans avoir

un système métrique viable, qui nous donne des renseignements exacts sur le long terme, au niveau du Gabon », a-t-il souligné.

Pour sa part, le sociologue Anaclét Bissielou explique pourquoi « la société civile gabonaise est venue à la COP 21 : se faire une opinion par la confrontation à travers la compensation. Et c'est dans ce genre d'événements que l'on apprend parmi les acteurs influents du monde. » Aussi, l'universitaire a-t-il regretté la

faible participation de la société civile d'Afrique centrale à cette COP 21. Alors que le Bassin des forêts du Congo est le deuxième massif forestier au monde.

« Notre sous-région regorge de talents intellectuels et naturels. Ne pas les retrouver ici est déplorable. Pourtant, nos ressources naturelles nous donnent une position stratégique, une position forte en termes de pouvoir de négociation », a conclu Anaclét Bissielou.

Chiffres et lexique de la COP 21

21 000 tonnes de CO2 : le volume des émissions de gaz à effet de serre dégagées par les participants à Paris-Le Bourget, pendant les douze jours de la COP 21. Généralement, le pays organisateur de la COP doit compenser cette pollution en finançant des projets qui mêlent aide au développement, accès à l'eau, énergies renouvelables.

200 tonnes de CO2 contre 0,1 tonne : selon une étude récente de deux chercheurs de l'Ecole d'économie de Paris, Thomas Piketty et Lucas Chancel, les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont les « 1% de riches des plus riches américains, luxembourgeois, singapouriens et saoudiens », avec 200 tonnes de CO2 par chacun, contre 0,1 tonne par an pour « les pauvres du Honduras, Mo-

zambique, Rwanda et du Malawi ».

Lexique

"Economie sobre en carbone" : développée et expliquée de long en large par les membres de la délégation gabonaise à la COP 21, notamment les membres du gouvernement, l'expression "économie sobre en carbone ou développement sobre en carbone" signifie toute économie ou processus de développement qui rejette moins de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Cela suppose l'usage des énergies propres, des méthodes de production de biens et services qui intègrent le souci permanent de rejeter moins de carbone, de gaspiller inutilement certaines ressources en les recyclant, etc.

Par l'MB